

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N°PAN-24107***

**FOURNITURE, INSTALLATION, PARAMETRAGE,
INTEGRATION, DEPLOIEMENT ET MAINTENANCE D'UNE
SOLUTION DE GESTION DE STOCK ET PREPARATION DU
CHARIOT D'INTERVENTION POUR LES FUTURS BLOCS
OPERATOIRES DE L'ILE DE NANTES**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure avec négociation en vertu des articles L2124-3 et R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 –	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
2.1	MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT).....	4
2.2	FORME DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3.	DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ PUBLIC.....	6
ARTICLE 5.	SOUS TRAITANCE.....	7
ARTICLE 6.	DUREE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 7.	PORTAGE DU MARCHÉ ET ORGANISATION DE L'EXECUTION.....	8
ARTICLE 8.	VERIFICATIONS ET ADMISSION.....	8
8.1	Responsable du suivi des livraisons.....	8
8.2	Vérifications de la solution initiale.....	9
➤	Mise en ordre de marche de la solution.....	9
➤	Vérification d'aptitude de la solution.....	9
➤	Vérification de service régulier de la solution.....	10
8.3	Vérification des acquisitions et prestations complémentaires via la composante3.....	11
➤	Vérification d'aptitude de l'évolution.....	11
ARTICLE 9.	GARANTIE.....	12
ARTICLE 10	MAINTENANCE DES LOGICIELS.....	13
ARTICLE 11	PHASE RECUPERATION DES DONNES.....	13
ARTICLE 12.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	14
ARTICLE 13.	INVALIDITE D'UNE CLAUSE.....	14
ARTICLE 14.	INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHÉ PUBLIC.....	14
ARTICLE 15.	RESILIATION.....	15
ARTICLE 16	LITIGES.....	15
ARTICLE 17.	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 18.	REVISION DES PRIX.....	16
ARTICLE 19.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	17
19.1	Avance.....	17
19.2	Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs.....	17
19.3	Délai de paiement.....	17
19.4	Présentation des factures.....	18
19.5	Transmission des demandes de paiement.....	18
ARTICLE 20.	PENALITES POUR RETARD.....	19
ARTICLE 21.	RETENUE DE GARANTIE.....	19
ARTICLE 22.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE.....	19
ARTICLE 23	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	20
ARTICLE 24	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES RESULTATS ET DU LOGICIEL.....	20
ARTICLE 25	REGLEMENTATION /RGPD.....	20
ARTICLE 26	CLAUSE REEXAMEN.....	20
ARTICLE 27	LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC.....	21

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (CH Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation, le paramétrage, l'intégration, le déploiement et la maintenance d'une solution de gestion de stock et de préparation du chariot d'intervention pour les futurs blocs opératoires de l'île de Nantes.

Les objectifs généraux de l'opération, les contraintes à prendre en compte et les prestations à réaliser sont définis au CCTP et ses annexes.

Il porte sur les besoins des établissements suivants : CHU de Nantes.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Le marché public est constitué d'un lot unique divisé en 4 **composantes**.

Composante 1 : Fourniture, mise en œuvre, accompagnement et déploiement de la solution

C 1.1 : Fourniture de la solution-Licences

C 1.2 : Prestations de mise en œuvre

- Gestion de projet
 - Elaboration du PAQ
 - Pilotage et suivi
- Mise en oeuvre
 - Installation de la solution
 - Paramétrage
 - Interfaces
 - Adaptation et développements spécifiques
 - Mise en production
 - Tests unitaires et tests d'intégration comprenant toutes les étapes de validation sur les tous scénarios élaborés

C 1.3 : Conduite du changement

- Formation/Accompagnement/Communications
 - Formation des référents
 - Formation des administrateurs
 - Formation des utilisateurs

- Assistance au démarrage
- Fourniture des documentations (techniques et fonctionnelles)

Composante 2 : Maintenance de la solution (hors maintenance évolutive)

- Maintenance corrective,
- Maintenance adaptative,
- Maintenance réglementaire

Dans l'hypothèse d'acquisitions de nouveaux composants via la C3, et si ces acquisitions évolutives devaient avoir une incidence sur le coût annuel de la maintenance courante (C2), un avenant serait rédigé conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique. Le cas échéant, ces modifications seront intégrées au prorata de la facturation trimestrielle civile en cours de la C2.

Composante 3 : Fourniture complémentaire de modules, extension du périmètre de la solution, interfaces et autres fournitures... ainsi que prestations complémentaires hors périmètre de la mise en œuvre de la solution initiale (dont évolutions futures, formations complémentaires et autres prestations...)

Composante 4 : Réversibilité et portabilité des données

- Assistance à la récupération des données en fin de marché
- Accompagnement pour les charger dans une nouvelle solution
- Récupération des données

La phase de **transférabilité** est d'une durée de 3 mois et consiste pour le titulaire à transmettre toutes les documentations en lien avec les données hébergées dans l'application, dans l'éventualité où le CHU de Nantes ferait le choix de confier la gestion du système à un autre éditeur ou à ses propres équipes.

Pour cette composante, le titulaire chiffrera séparément l'assistance et l'accompagnement.

2.2 FORME DU MARCHE

Le présent marché est un accord-cadre composite mono-attributaire (pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande) conclu avec seulement un maximum fixé à 2 000 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises et toutes composantes confondues).

La partie forfaitaire correspond aux composantes 1, 2 et 4.

La partie à bons de commande correspond à la composante 3 qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le CHU de Nantes procédera à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande préciseront :

- le numéro de marché,

- la date de la commande,
- la désignation de la prestation commandée et la référence à la composante,
- le ou les prix unitaires nets HT,
- le prix forfaitaire de la maintenance associée aux évolutions,
- les quantités commandées,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du Marché et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 2 mois après le dernier jour de validité du Marché.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché public sont décrites au CCTP.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE PUBLIC

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière fournie par le CHU de Nantes.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières N°PAN-24107 et ses annexes :
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières N°PAN-24107 et ses annexes :
 - Annexe 1 – Gestion de stock – logigramme.pdf
 - Annexe 2 – Préparation chariots – logigramme.pdf
 - Annexe technique 3 – Accès fournisseurs.pdf
 - Annexe technique 4 – architecture serveurs et stockage.pdf
 - Annexe technique 5 – exploitation de la solution.pdf
 - Annexe technique 6 – infrastructures réseaux.pdf
 - Annexe technique 7 – Postes de travail.pdf
 - Annexe technique 8 – Référentiel IAM et sécurisation du poste de travail.pdf
 - Annexe 9 – Charte_Fournisseur.pdf
 - Annexe 10 – RGPD.doc
 - Annexe 11 - Grille de réponse - IDN Blocs opératoires
 - Annexe 12 – Exemple de protocole opératoire.pdf
 - Annexe 13 - Annexe Sécurité.xlsx
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) (CCAG TIC – Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021)

- L'Offre technique du titulaire

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés au marché, et notamment les conditions générales de vente, qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG TIC, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5. SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance ne peut porter que sur les prestations.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de marché de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement pour la partie du marché dont il assure la prestation.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE

Pour la composante 1, le marché est prévu pour une période initiale allant du 1^{er} juillet 2025, ou de sa date de notification si ultérieure, jusqu'à la date d'admission de la VSR (vérification de service régulier) de la solution (cf. article 8.2 du CCAP). Cette dernière devra être prononcée dans un délai maximal de 28 mois à compter de la notification du marché.

La période initiale sera suivie d'une période ferme de garantie de la solution pour une durée de 12 mois.

La composante 2 prend effet pour une période initiale de 1 an à compter de la date de fin de la période de garantie (soit, à compter de la VSR de la solution + 12 mois), et pourra être reconduite tacitement 9 fois pour une nouvelle période d'un an.

La composante 3 prend effet pour une période initiale allant du 01/01/2027 jusqu'à la date de VSR de la solution. Elle sera renouvelable tacitement 11 fois par nouvelles périodes de 12 mois, sans dépasser la date de fin de la composante 2 « Maintenance courante ».

A compter de la 4ème année de la composante 3 (soit à partir du 1^{er} janvier 2030), chaque reconduction future de la C3 sera conditionnée par la présentation, par le titulaire, d'une attestation d'exclusivité à jour, relative au logiciel concerné, 6 mois avant l'échéance de la période reconduite.

La composante 4 prend effet à compter de la notification au Titulaire par le CHU de Nantes d'un ordre de mission. Elle est prévue pour une période ferme de 3 mois. L'ordre de mission sera notifié au titulaire lorsque le marché prendra fin, quelle qu'en soit la raison (marché arrivé à son terme, non renouvellement d'une période échue, résiliation du marché, etc.).

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions, toutes composantes confondues, conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique. En cas de décision de ne pas reconduire le marché (ou la composante), le CHU de Nantes se prononcera par lettre électronique recommandée avec accusé de réception au plus tard **3 mois** avant l'échéance annuelle du marché.

ARTICLE 7. PORTAGE DU MARCHE ET ORGANISATION DE L'EXECUTION

Dès la notification du marché, le titulaire du marché désignera **une personne qui sera l'interlocuteur unique pour assurer le pilotage et la coordination du projet**, habilité à représenter le titulaire auprès du CHU de Nantes, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le CHU de Nantes dispose de la faculté de récuser en cours d'exécution et à tout moment, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec les impératifs du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire sera le représentant de l'ensemble des membres vis-à-vis du CHU de Nantes et coordonnera les prestations des membres du groupement. Il devra désigner en son sein l'interlocuteur unique (cf. supra) auprès du CHU de Nantes.

NB : il est conseillé d'établir une convention de mandat entre les membres, identifiant les responsabilités de chaque entreprise, les règles de fonctionnement du groupement et les habilitations données au mandataire, ainsi que sa mission détaillée.

De plus, en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'opérateurs économiques, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 8. VERIFICATIONS ET ADMISSION

8.1 Responsable du suivi des livraisons

Le contrôle de la conformité des livraisons sera assuré par le/les responsable(s) du projet de la direction recherche ou son représentant, avec le soutien si besoin de la DSN (Direction des Services Numériques) du CHU de Nantes.

8.2 Vérifications de la solution initiale

Les prestations de la **composante 1** font l'objet d'une mise en ordre de marche (MOM), d'une vérification d'aptitude (VA) sur une plate-forme de qualification, et d'une vérification de service régulier (VSR) sur la plate-forme de production.

➤ Mise en ordre de marche de la solution

La Mise en Ordre de Marche (MOM) doit être effectuée conformément au calendrier de livraison arrêté entre les parties. La livraison de la MOM devra être réalisée dans un délai de **12 mois** à compter de la notification du marché.

La Mise en Ordre de Marche est prononcée au vu de la fourniture des modules des logiciels prévus, dans une version pré-paramétrée avec les interfaces installées. La mise en ordre de marche n'intervient que si l'ensemble des documentations prévues dans la fourniture du Titulaire ont été livrées.

➤ Vérification d'aptitude de la solution

L'étape de **vérification d'aptitude** (VA) des travaux dure au maximum **12 mois** à compter de la date de signature du procès-verbal de mise en ordre de marche de la version par le titulaire, délai au bout duquel peut être prononcé la vérification d'aptitude.

Les travaux de vérification d'aptitude ont pour but de constater que la solution mise en œuvre et l'ensemble des documentations associées remplissent les caractéristiques prévues au titre du marché. Ils comprennent :

- Les tests de validation selon les modalités décrites ci-dessus sur les fonctions et les performances du module concerné ; des tests de simulation de la montée en charge devront être prévus afin de vérifier les performances attendues ;
- La vérification de la complétude et de la qualité des livrables prévus ;

Pendant l'étape de vérification d'aptitude, le Titulaire aura en charge la correction des anomalies bloquantes perturbant le déroulement de la vérification ; pour ce type d'anomalies, le Titulaire remettra en ordre de marche l'application dans un délai de 4 heures afin de permettre la continuité des tests. Si ce délai n'est pas respecté, le délai de vérification sera repoussé de la durée d'arrêt des tests. Une fois les modifications effectuées et testées (non-régression incluse), le Titulaire devra assurer la livraison et l'installation de ceux-ci sur la plate-forme correspondante. Il aura également à charge de gérer les versions correspondantes, ainsi que les environnements.

En cas d'ajournement, une nouvelle période de VA est déclenchée. Cette période ne peut excéder 15 jours.

Les anomalies non bloquantes devront également être traitées par le Titulaire dans un délai compatible avec le délai global de vérification d'aptitude et faire l'objet de tests et de livraison d'une nouvelle version, laquelle devra être livrée dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant le bilan des anomalies réalisés au cours d'une réunion prévue à cet effet. Les délais de tests et de livraison de version seront prévus au plan qualité et pourront si nécessaire faire l'objet d'ajustement au cas par cas. Le CHU de Nantes dispose d'un délai minimum de 5 jours ouvrés de vérification complète d'une nouvelle version.

Les demandes de modification des programmes faisant l'objet d'évolutions fonctionnelles feront l'objet d'un traitement au cas par cas. A l'issue de chaque semaine de VA, une

réunion aura lieu pour analyser les résultats des tests et déterminer le degré de gravité des anomalies détectées ainsi que les modalités de correction et de fourniture d'une nouvelle version.

Pendant la VA, le Titulaire assurera également l'assistance technique nécessaire au bon déroulement des tests (mise en place et gestion des environnements, gestion des versions, support technico-fonctionnel, etc.).

Les tests effectués lors de la VA seront rédigés par le Titulaire en collaboration avec le CHU de Nantes lors de la phase de spécifications détaillées et intégrés dans le protocole de recette.

Le CHU de Nantes se réserve le droit de rajouter tout test fonctionnel qu'il jugera nécessaire par rapport aux tests décrits dans le protocole de recette.

Dans le cas où la vérification est positive, la vérification d'aptitude de la version concernée est prononcée et le CHU de Nantes peut procéder à la vérification de service régulier.

➤ **Vérification de service régulier de la solution**

L'étape de **vérification de service régulier (VSR)** dure **4 mois** après la prononciation de la vérification d'aptitude de la version correspondante, délai au bout duquel la VSR peut être prononcée.

La vérification de service régulier a pour but de constater que la solution mise en œuvre est capable d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions et performances prévues au titre du marché.

Le service sera réputé régulier :

- Si la durée cumulée des indisponibilités imputables à des pannes en relation avec la prestation demandée ne dépasse pas, au cours de chaque semaine de la durée de la VSR, 1 % de la période d'utilisation effective (24h sur 24, 7 jours sur 7),
- Si les performances ne sont pas dégradées, en volume réel et grandeur réelle, de plus de 30 %,
- Et s'il ne demeure pas d'anomalie bloquante ou majeure.

La présence du Titulaire n'est pas indispensable mais il s'engage à intervenir à la demande du CHU de Nantes afin de corriger les anomalies rencontrées dans les conditions suivantes : Intervention afin d'identifier tous les dysfonctionnements qui apparaîtraient à l'utilisation de l'application dans un délai maximum de 4 heures ouvrées si l'anomalie est considérée bloquante par le CHU de Nantes, et de 24 heures ouvrées dans les autres cas. Ce délai court à compter de l'envoi par le CHU de Nantes au Titulaire de la confirmation par mail/téléphone/site web du titulaire de la défaillance de l'application ;

- Correction des défauts identifiés, tests de non-régression et livraison de l'application dans un délai maximum de 16 heures ouvrées si l'anomalie est considérée bloquante par le CHU de Nantes et de 48 heures ouvrées à compter de la période destinée à l'identification des défauts et mise à jour de la documentation associée ; en fonction de la nature des anomalies, il pourra aussi être envisagé et convenu d'un commun accord entre le Titulaire et le CHU de Nantes un délai de livraison d'une nouvelle version de l'application rassemblant plusieurs corrections d'anomalies ;
- Support du CHU de Nantes sur les aspects d'exploitation et d'administration de l'application.

Les tests effectués lors de la Vérification de service régulier seront les tests en charge décrits dans le protocole de recette rédigé pendant la phase de spécifications détaillées et correspondant aux besoins exprimés dans nos spécifications fonctionnelles.

8.3 Vérification des acquisitions et prestations complémentaires via la composante3

Pour les évolutions donnant lieu à MOM, VA et VSR :

➤ **Mise en ordre de marche** :

Ce sont les mêmes modalités que la MOM décrite précédemment en dehors de la durée qui est réduite à une **durée de 3 mois**.

➤ **Vérification d'aptitude de l'évolution**

L'objet de la VA est de constater que la solution délivrée couvre les fonctionnalités attendues et que la solution peut être mise en production.

La VA comprend la vérification :

- De la fourniture des éléments constitutifs de la commande et la vérification de la conformité,
- De la concordance et de l'exhaustivité de la documentation produite par le Titulaire avec les éléments livrés,
- De la conformité vis-à-vis des contraintes techniques et des contraintes d'intégration au SIH du CHU de Nantes bénéficiaire,
- Du bon fonctionnement de chaque élément dont la liste est faite dans le bon de commande,
- De la performance globale des éléments intégrés au système.

Cette vérification est de la responsabilité du CHU de Nantes qui dispose d'un délai de **1 mois** à compter de la date de signature du procès-verbal de Mise en Ordre de Marche pour notifier au titulaire par écrit soit une décision positive de vérification d'aptitude, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet. Pendant cette période, les techniciens du CHU de Nantes procèdent aux tests et vérifications, en collaboration avec le Titulaire qui dispose de cette même période pour optimiser le paramétrage d'installation et pour procéder aux corrections des anomalies qui auraient été signalées par le CHU de Nantes bénéficiaire.

La VA ne peut être prononcée qu'en l'absence d'anomalie bloquante ou majeure, sauf dérogation acceptée par le CHU de Nantes sous forme de réserve.

En cas d'ajournement, une nouvelle période de VA est déclenchée. Cette période ne peut excéder 15 jours.

➤ **Vérification de service régulier de l'évolution**

La VSR consiste à déployer l'ensemble des composants constitutifs de la livraison et à vérifier leur conformité et leurs performances dans des conditions normales d'utilisation. Cette vérification est de la responsabilité de l'établissement bénéficiaire.

La régularité du service s'observe pendant une durée de **trois mois** à partir de la date de signature de la VA. Le Titulaire devra pendant cette période corriger toutes anomalies jugées bloquantes ou majeures relevant du domaine fonctionnel ou des performances que lui aurait signalé l'établissement bénéficiaire. La VSR est notifiée au titulaire par écrit et comporte soit une décision positive de vérification de régularité du service, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet.

Le service sera réputé régulier :

- Si la durée cumulée des indisponibilités imputables à des pannes en relation avec la prestation demandée ne dépasse pas, au cours de chaque semaine de la durée de la VSR, 1 % de la période d'utilisation effective (24h sur 24, 7 jours sur 7),
- Si les performances ne sont pas dégradées, en volume réel et grandeur réelle, de plus de 30 %,
- Et s'il ne demeure pas d'anomalie bloquante ou majeure.

En cas d'ajournement, une nouvelle période de VSR est déclenchée. Cette période ne peut excéder 1 mois.

Pour les autres prestations :

Toutes les autres prestations sont vérifiées unitairement lors des interventions et sur la base des relevés.

Les prestations d'installation, de configuration et de paramétrage associées à la mise en œuvre d'un composant font l'objet d'une admission dans le cadre de la VSR associée à ce composant.

Les prestations de formation font l'objet d'une fiche d'intervention détaillant l'objet de l'intervention, la date, le lieu, l'intervenant. Cette fiche est co-signée par l'intervenant du Titulaire et par le représentant concerné de l'établissement bénéficiaire, qui peut mentionner d'éventuelles réserves quant à la conformité de la prestation. Les réserves bloquantes donnent lieu à un complément d'exécution et à une nouvelle vérification.

Les autres prestations non associées à la mise en œuvre d'un composant sont vérifiées unitairement quant à leur exécution et à leur conformité à la commande. L'acceptation du relevé sans réserve vaut admission des prestations.

ARTICLE 9. GARANTIE

Il est fait application de l'article 36 du CCAG-TIC.

Après la réception de la solution initiale, de chaque évolution majeure ou composant complémentaire, le Titulaire prévoira une garantie des travaux pendant 12 mois, le Titulaire prévoira une garantie des prestations pendant 12 mois. Pendant cette période, il s'engage à assurer, sans supplément de prix, un service de suivi défini comme suit :

- Intervention afin d'identifier tous les dysfonctionnements qui apparaîtraient à l'utilisation de l'application dans un délai maximum de 4 heures ouvrées si l'anomalie est considérée bloquante par le CHU de Nantes et de 24 heures ouvrées dans les autres cas. Ce délai court à compter de l'envoi par l'établissement au Titulaire de la confirmation par mail/site web du titulaire ou appel téléphonique au titulaire de la défaillance de l'application ;

- Correction des défauts identifiés, tests de non-régression et livraison de l'application dans un délai maximum de 16 heures ouvrées si l'anomalie est considérée bloquante par le CHU de Nantes et de 48 heures ouvrées à compter de la période destinée à l'identification des défauts et mise à jour de la documentation associée ; en fonction de la nature des anomalies, il pourra aussi être envisagé et convenu d'un commun accord entre le Titulaire et l'établissement un délai de livraison d'une nouvelle version de l'application rassemblant plusieurs corrections d'anomalies ;
- Support sur l'exploitation et l'administration de l'application, par réponse aux questions posées par le CHU de Nantes.

L'offre du Titulaire décrira les prestations fournies dans ce cadre.

Au-delà de la période de garantie, le Titulaire assurera la maintenance corrective et évolutive du système via la maintenance C2.

N.B. : Les éléments acquis dans le cadre de la composante 3 sont garantis 1 an à compter du prononcé de la VSR, puis, si ces nouveaux éléments entraînent une modification du forfait annuel de la maintenance C2, ils entrent dans la maintenance C2 par voie d'avenant au marché.

ARTICLE 10 MAINTENANCE DES LOGICIELS

Les modalités et attentes relatives à la maintenance sont définies à l'article 5 du CCTP.

ARTICLE 11 PHASE RECUPERATION DES DONNES

Le **CHU DE NANTES** peut décider à tout moment et avant la fin de la date d'échéance du contrat, de retirer la solution du périmètre de maintenance.

Le logiciel étant la propriété exclusive du titulaire, la phase de transfert de compétence ou de réversibilité portera uniquement sur un accompagnement durant la phase de réversibilité qui se traduira soit par le rachat d'une solution concurrente interne et/ou externe.

Durant la période d'initialisation déterminée par le **CHU DE NANTES** ou le nouveau prestataire (mise en place de l'organisation et reprise d'expertise), **le titulaire** assurera :

- La maintenance corrective des évolutions bloquantes et majeures
- La maintenance évolutive pour les évolutions urgentes
- Une assistance technique auprès du **CHU DE NANTES**.

Au cours de cette période de réversibilité, **le titulaire** fournira au **CHU DE NANTES** la dernière version :

- Une copie de la base de données (structures et données)
- du référentiel documentaire
- des demandes ouvertes durant la période où le titulaire avait en charge la maintenance au format Excel
- de l'état des lieux
- des indicateurs de suivi
- du plan d'action
- de tout autre élément inhérent à la maintenance.

Les codes sources de l'application ne seront pas communiqués.

La phase de fin de marché avec récupération de données est d'une **durée de 3 mois**. Elle consiste pour le titulaire à transmettre tous les éléments nécessaires à une bascule vers une autre solution au CHU, le cas échéant, au nouveau titulaire retenu par le CHU suite à une procédure de marché.

Pour cela, le titulaire devra fournir les éléments suivants :

- Le plan du projet de prise de connaissance établi avec le CHU et le nouveau titulaire
- Le calendrier des opérations de transfert des données

Les livrables documentaires feront l'objet d'un procès-verbal de réception signé par le CHU de Nantes.

En fin de période de récupération de données, un procès-verbal de fin d'utilisation du progiciel doit être présenté au CHU. Ce document met fin à la phase de réversibilité et à la prestation.

La phase de fin de marché est validée par la vérification qualitative et quantitative des livrables définis au cours de la phase et par la signature d'un procès-verbal mettant fin à cette phase.

ARTICLE 12. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En matière de responsabilité, il sera fait application des articles 8 et 9 du CCAG-TIC. Le Titulaire doit justifier d'une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature pouvant affecter les personnes ou les biens et engager sa responsabilité du fait :

- * De l'activité de ses agents,
- * Des moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations,
- * Du mauvais fonctionnement des composants, sous réserve que ces composants soient utilisés conformément au mode d'emploi.

ARTICLE 13. INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché public étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent marché.

ARTICLE 14. INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune des dispositions des présentes ne peut être modifiée, altérée, complétée, modifiée, ni aménagée, que ce soit en totalité ou en partie, sauf par un écrit signé par les Parties.

ARTICLE 15. RESILIATION

Il sera fait application des clauses du chapitre 8 du CCAG/TIC en cas de décision de résiliation du marché par le CHU de Nantes.

Si la Direction des Services Numériques venait à abandonner l'exploitation des logiciels, le CHU de Nantes pourrait résilier le présent marché de façon anticipée en respectant un préavis de 3 mois à compter de la décision d'abandon prononcée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 51, ladite décision ouvre droit à une indemnité de 3% pour le titulaire.

Conformément à l'article 50 du CCAG/TIC, en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le CHU de Nantes pourra faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 LITIGES

Le présent marché est soumis au droit français. Il sera fait application de l'article 55 du CCAG/TIC.

Dans l'hypothèse d'un différend entre les Parties quant à l'application du présent contrat, à son interprétation ou à son exécution, le titulaire du contrat s'engage à notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception une lettre de réclamation exposant les motifs du désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées, conformément à l'article 55.2 du CCAG/TIC.

Pour le cas où les parties ne parviendraient pas à un accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nantes.

CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 17. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de référence du marché sont les prix forfaitaires et unitaires nets hors taxes fixés dans l'annexe financière fournie par le CHU de Nantes.

Les prix sont établis aux conditions économiques du jour limite de dépôt des offres et réputés tous frais inclus.

L'offre fera apparaître le taux et le montant de la T.V.A. au jour de remise des offres.

Pour les composantes 1, 2 et 4, il est attendu un prix forfaitaire. Pour la composante 3, il est attendu des prix unitaires.

Le titulaire ne pourra facturer de frais de déplacement ou d'hébergement en sus des prix déposés.

Les prix de règlement des prestations s'entendront toutes taxes comprises, au taux de TVA en vigueur au dernier jour du mois faisant l'objet de la facturation. Ils seront réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales.

Le CHU se réserve le droit d'accepter toutes remises supplémentaires en cours d'exécution du marché public ou toute offre promotionnelle sur un produit figurant au marché public.

ARTICLE 18. REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes jusqu'à la fin de la garantie de la solution mise en place, puis révisables à compter de la date de fin garantie, à la hausse ou à la baisse, selon la formule suivante :

$$P1 = (0,15 \times P0) + [0,85 \times P0 \times (S1/S0)]$$

P1 = montant après révision

P0 = montant initial au jour limite de dépôt des offres ou après précédente révision

S0 = dernier indice Syntec publié 3 mois avant la date de VSR de la solution (pour la première année de révision) ou avant la date d'effet précédente révision

S1 = dernier indice publié 3 mois avant à la date de révision (même mois que l'indice S0)

L'indice Syntec est publié par la Maison de l'ingénierie (Fédération Syntec).

La demande de révision des prix peut être initiée par l'une ou l'autre des parties au marché. La Partie à l'initiative de la demande transmet à son cocontractant la demande de révision 1 mois au moins avant la date d'effet de la révision.

A défaut de transmission d'une demande, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision et sans que le Titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

ARTICLE 19. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

19.1 Avance

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.(Option B du CCAG-TIC)

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

19.2 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations du présent marché seront réglées selon les modalités suivantes :

Composante 1 : les paiements sont effectués selon les jalons suivants :

- 30 % du montant à la MOM de la solution,
- 40% du montant à la VA de la solution,
- et 30% du montant à la VSR de la solution

Composantes 2 :

Facturation trimestrielle civile à terme échu à compter de la fin de garantie de la solution mise en œuvre.

La première facture sera établie au prorata temporis du trimestre civil en cours

N.B. : Au cours du marché, la facturation tiendra compte, au prorata du trimestre civil en cours, des éléments qui auront été ajoutés (via la Composante 3), par voie d'avenant, au périmètre de la maintenance existante, à l'issue de leur année de garantie.

Composante 3 : les paiements sont effectués selon les jalons suivants :

Pour les acquisitions d'évolutions, modules etc...

- 30 % du montant du bon de commande à la MOM,
- 40% du montant du bon de commande à la VA,
- et 30% du montant du bon de commande à la VSR.

Pour les prestations :

- 100% sur relevé de prestations validé

Composante 4 :

Vérification qualitative et quantitative des prestations et des livrables définis au cours de la phase et par la signature d'un procès-verbal mettant fin à cette phase : 100% à la signature du PV.

19.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Dans le respect des applications de l'article L2192-13 du Code de la commande publique, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement, le retard de paiement fait courir, de plein droit, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-TIC.

19.4 Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

19.5 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service « Informatique » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) doit être renseigné dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : S141352

ARTICLE 20. PENALITES POUR RETARD

De manière générale, en cas de retard dans les délais contractuels du fait du Titulaire, il sera fait application de l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Si les délais contractuels du présent marché sont dépassés (jalons MOM, VA, VSR) par le fait du Titulaire, celui-ci encourt les pénalités comme suit :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-TIC, la formule de calcul appliquée est :

$$P=V*R/500.$$

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, aucune exonération ne sera accordée.

Concernant les prestations de maintenance, pour tout incident qui empêcherait l'ensemble des utilisateurs de travailler, une pénalité de 500 € / jour sera appliquée 24 heures après le délai d'expiration de la GTR.

Concernant la fourniture de devis, le titulaire encourt des pénalités pour retard dans la fourniture des devis égales à 100€/jour de retard.

Le montant total des pénalités est plafonné à :

- **10% du montant HT du logiciel concerné par la pénalité pour les retards MOM, VA ou VSR.**
- **10% du prix HT de la maintenance annuelle pour les retards de résolution des anomalies.**
- **10% du montant HT de la commande concernée pour les retards de livraison (livraison devis) et retards MOM, VA, VSR des nouvelles acquisitions.**

ARTICLE 21. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 22. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataire sont mentionnés à l'acte d'engagement.

CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 23 CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer par son personnel le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il a accès pendant la réalisation de ses prestations.

Le Titulaire ne pourra remettre sans l'autorisation préalable du CHU de Nantes, des documents confidentiels à d'éventuels sous-traitants. En cas de remise autorisée, ces derniers seraient tenus aux mêmes obligations que le Titulaire. Tout support, comportant des informations confidentielles confiées au titulaire par le CHU de Nantes devra lui être remis en fin de marché.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du marché. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

Cette obligation étant essentielle, en cas de non-respect de la clause de confidentialité, le CHU de Nantes pourra résilier le marché immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourra réclamer

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 24 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES RESULTATS ET DU LOGICIEL

Le régime des droits de propriété intellectuelle et des droits de toute autre nature relatifs aux résultats est celui prévu par les articles 43 à 46 du CCAG TIC.

ARTICLE 25 REGLEMENTATION /RGPD

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Le titulaire du marché s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent document, en particulier s'agissant d'un traitement de type 1.

ARTICLE 26 CLAUSE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de

modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

ARTICLE 27 LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4 (Pièces contractuelles)
Article 8	Articles 30 à 33 (Vérifications)
Article 20	Article 14.1.1 ; 14.1.3 ; 14.2.6 (pénalités)
Article 15	Article 51 (résiliation motif d'intérêt général)